

les événements quand le 29 mars 1909, M. Foster proposait l'inoffensif ordre du jour suivant (page 3685 des Débats de la Chambre des Communes) :

La Chambre est d'avis que, vu ses ressources abondantes et variées, sa situation géographique, et obéissant à ce sentiment de fierté nationale et de confiance en ses propres forces qui doit animer un peuple fort et progressif, le Canada ne devrait pas retarder plus longtemps de prendre sa juste part de responsabilité et de dépenses pour assurer convenablement la protection de ses côtes et de ses grands ports maritimes.

Chose extraordinaire, la discussion, commencée dans l'après-midi, se termina tout de suite dans la soirée, et une demi-douzaine de députés seulement y participèrent. M. Monk était absent ce jour-là, et il n'y avait pas dans la Chambre, trois hommes qui eussent la moindre idée des graves décisions qui se préparaient. De fait, si on relit les discours des rares députés ministériels qui prirent la parole, on verra que ces braves gens, ne sachant pas encore de quel côté sauteraient leurs meneurs, prirent la note plutôt nationaliste. M. Brodeur lui-même tout en laissant pressentir, sur la fin du débat, la création d'une marine, rééditait presque mot pour mot son plaidoyer antiimpérialiste, de 1907. Dans ces conditions, peut-on reprocher à ceux qui n'étaient pas dans le secret des dieux de n'avoir pas protesté contre la résolution rédigée en compromis par MM. Laurier et Borden et communiquée à la Chambre à la toute dernière minute, sans que personne eût eu l'occasion d'en examiner la portée ?

Que M. Monk soit excusable ou non de n'avoir pas voté en 1909 (et puisqu'il était absent, poser la question, c'est la résoudre), cela justifierait-il la conduite suivie par nos ministres à la conférence de 1909 ?

Mais le complot tory dont parle le *Canada* est une invention pure et simple. Dès le mois de mai 1910 l'*Evènement*, qui était à cette époque le seul journal conservateur de la province de Québec, disait :

Le pacte de 1854, avec ceux qui ont été nos alliés politiques depuis plus de cinquante ans, subit — grâce aux errements du "News", du "World" et de ceux qui pensent comme eux — un moment d'épreuve qui nécessite une orientation prudente.

Nous sommes loin de souhaiter la rupture de cette alliance; mais, si elle doit continuer, il nous paraît indispensable que ce soit dans les conditions qui nous permettent de rester fidèles aux traditions de nos devanciers. Autrement les partis politiques en ce pays auraient à envisager la nécessité d'une évolution qui n'est pas désirable, mais qui peut devenir nécessaire....

Nos alliés, glissant sur la pente fatale, ont permis au gouvernement de commettre bien des erreurs. Ils l'ont permis à tel point que nous ne pouvons plus les suivre et que nous devons les condamner sans réserve.

Le 14 janvier 1910 le *Canada* constatait en ces termes la scission du parti conservateur sur la question navale :

Quant à M. Monk, il a saisi la première occasion qui s'offrait pour réaffirmer ses idées qu'il avait exposées à Lachine.